

**M. Woolliams:** C'est cela.

**M. Douglas:** Je ne pense pas que la Chambre soit en droit de procéder à aucun de ses travaux avant que cette question ait été réglée. Il me semble, par conséquent, que le gouvernement devrait avoir un peu de temps pour décider s'il veut demander la dissolution du Parlement ou donner suite à la motion qu'a lue le premier ministre.

En l'occurrence, monsieur l'Orateur, il ne sert pas à grand-chose, me semble-t-il, d'essayer de poursuivre les travaux de la Chambre. La Chambre devrait s'ajourner jusqu'à vendredi. Si le gouvernement désire alors donner suite à sa motion, nous ne pouvons l'en empêcher. Dans l'intervalle, j'espère que le gouvernement acceptera la décision de lundi soir dernier comme un signe qu'il a perdu la confiance de la Chambre. (*Applaudissements*)

[Français]

**M. Réal Caouette (Villeneuve):** Monsieur l'Orateur, je regrette les interventions de certains députés conservateurs, lorsque le très honorable premier ministre (M. Pearson) s'est levé pour lire la motion qu'il présente aujourd'hui, laquelle se lit ainsi:

Que la Chambre ne considère pas son vote du 19 février lors de la troisième lecture du Bill C-193, qui avait été approuvé à toutes les étapes antérieures, comme un vote de défiance à l'endroit du gouvernement.

Monsieur l'Orateur, comme vient de le dire mon préopinant, seul le gouvernement, et personne d'autre, est responsable de la situation dans laquelle il se trouve présentement. En effet, le soir du vote, le gouvernement n'était pas obligé de proposer la motion tendant à la troisième lecture du bill C-193; il l'a fait et la motion a été rejetée par un vote majoritaire de la Chambre.

Si l'on croit, en démocratie, que le Parlement est le souverain réel du pays, dans les circonstances présentes, nous ne pouvons que dire que le gouvernement a été défait par une majorité parlementaire et qu'il devrait démissionner. (*Applaudissements*)

La motion du très honorable premier ministre est à l'effet que, lors de la troisième lecture, le bill avait franchi toutes les étapes antérieures. Il faudrait ajouter que c'était sur division, car les diverses motions et les articles du bill ont été adoptés par la Chambre sur division, justement parce que

le gouvernement avait une majorité. Nous nous sommes opposés au bill C-193 au stade de la résolution. Nous y sommes encore opposés, et si la motion portant troisième lecture a été rejetée par un vote de la Chambre, je ne vois pas d'autre porte de sortie, pour le gouvernement, que celle d'en appeler au peuple et de lui demander son avis sur la façon dont doivent être administrées les affaires du pays.

● (2.50 p.m.)

J'ai dit tout à l'heure que le gouvernement était le seul responsable de la situation dans laquelle il se trouve à l'heure actuelle. C'est un fait. Lundi soir, l'Orateur suppléant a lu la motion suivante:

L'honorable M. Sharp, appuyé par l'honorable M. Benson, propose que le bill C-193, loi modifiant la loi de l'impôt sur le revenu, soit maintenant lu pour la troisième fois, et effectivement adopté.

La mise aux voix a été faite. On attache beaucoup d'importance au terme «maintenant». A ce moment-là, l'honorable ministre des Finances (M. Sharp) aurait pu s'opposer à la troisième lecture et la remettre à un jour, deux jours, voire même une semaine plus tard. On ne l'a pas fait. Le ministre des Finances s'est montré arrogant, à ce moment-là, en disant: Oui, mettons la motion aux voix. On a voté, et le gouvernement a été défait. Dans les circonstances, je répète qu'il n'y a qu'une porte de sortie et c'est d'en appeler au peuple.

En ce qui concerne la motion elle-même, nous savons tous que nous devrons la débattre dans 48 heures. Les conservateurs s'opposent à ce que nous la débattions aujourd'hui, de même que le Nouveau parti démocratique.

En tant que le Ralliement créditiste est concerné, nous aurions permis au gouvernement de débattre la question aujourd'hui, pour ne pas gaspiller davantage les deniers publics, par suite des ajournements coûteux qui se feront aujourd'hui et demain. C'est le peuple canadien qui paiera pour cela. Tantôt, nous ajournerons probablement encore, et nous nous réunirons de nouveau seulement vendredi. Pendant ce temps-là, le peuple canadien sera appelé à payer la note.

Monsieur l'Orateur, nous ne nous serions donc pas opposés à débattre cette motion immédiatement, histoire d'éclaircir la situation, de dire au gouvernement ce que nous en pensons et de mettre le peuple canadien au courant de la situation actuelle.